

ASSEMBLÉE NATIONALE

28 janvier 2021

RESPECT DES PRINCIPES DE LA RÉPUBLIQUE - (N° 3797)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N ° 1849

présenté par

Mme Buffet, M. Bruneel, M. Chassaigne, M. Dharréville, M. Dufrègne, Mme Faucillon, M. Jumel,
M. Lecoq, M. Peu, M. Fabien Roussel, M. Wulfranc, M. Brotherson, Mme Kéclard-Mondésir,
Mme Lebon et M. Nilor

ARTICLE 23 BIS

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les cosignataires de cet amendement proposent que les établissements d'enseignement privés hors contrat ne puissent plus délivrer d'enseignements sans passer de contrat avec l'Education nationale.

Le manque d'encadrement de l'État sur ces écoles qui ne sont pas rattachées à l'Education nationale pose véritablement question. Alors que ce projet de loi tend à renforcer les contrôles et les sanctions dans le cas où ces établissements seraient reconnus comme défaillants, les auteurs de cet amendement estiment que le contrat passé entre les écoles et l'État est le meilleur moyen d'assurer cette exigence et un apprentissage qui correspond aux valeurs de la République.

De plus, les auteurs de cet amendement s'inquiètent de l'accroissement de ces écoles dont le nombre a augmenté de 26 % entre 2011 et 2014. En 2019, La Fondation pour l'école rapporte enfin qu'elle a recensé plus de 300 projets d'ouverture d'école dans les deux ans à venir.

La signature d'une charte des valeurs et principes républicains ne convainc pas les auteurs de l'amendement car la passation d'un contrat avec l'Education nationale paraît mieux répondre à d'éventuelles dérives.

Pour certaines écoles hors contrat, ce statut n'est que temporaire puisque cinq années d'enseignement sont nécessaires pour pouvoir passer un contrat avec l'Education nationale. Pour celles-ci, les auteurs souhaitent que la passation d'un contrat puisse être effective plus rapidement si les contrôles sont satisfaits afin que ce statut disparaisse du paysage scolaire en France.